

OTC

.Le Monde

6 mars 2021

En Arménie, crise ouverte entre le premier ministre Nikol Pachinian et l'armée (lemonde.fr)

En Arménie, crise ouverte entre le premier ministre Nikol Pachinian et l'armée
Le premier ministre a dénoncé une « tentative de coup d'Etat », après que l'état-major a réclamé sa démission. La menace d'un putsch semble pourtant écartée. Des centaines de policiers s'alignent le long des grilles du Parlement arménien. Face à eux, des milliers de manifestants écoutent dans le calme, ce mercredi 3 mars, les discours enflammés des représentants de l'opposition à la tribune, installée au milieu de l'avenue, à Erevan, à côté des tentes où campent désormais les protestataires.

Le lieu des manifestations de l'opposition a changé, mais la revendication reste la même depuis le cessez-le-feu du 9 novembre 2020, qui a scellé la défaite humiliante de l'Arménie face à l'Azerbaïdjan dans la guerre du Haut-Karabakh : le premier ministre, Nikol Pachinian, est un « traître » et doit partir.

« Pachinian est un ennemi. Tous les moyens pour renverser le gouvernement sont légaux ! », lance l'ancien premier ministre, Vazguen Manoukian, que l'opposition voudrait mettre à la tête d'un nouveau gouvernement. Les autorités ouvriront le jour même une enquête pour appels publics à un renversement violent du régime, mais pour l'heure, la foule applaudit. « Nation, armée, victoire ! », scandent les manifestants, le poing brandi vers le ciel.

Jamais, jusqu'ici, l'armée ne s'était mêlée de politique en Arménie

Depuis la rue, deux tireurs d'élite positionnés à la fenêtre du Parlement sont bien visibles. La photo des deux hommes, arme pointée vers la foule, circule de main en main. « C'est ça la démocratie ? », s'agace une vieille dame, venue manifester avec trois amies, en montrant le cliché sur son téléphone. Derrière elles, une chanson patriotique résonne à plein volume dans les haut-parleurs : « Nous

sommes allés combattre pour la patrie/Les soldats sont aux frontières pour défendre notre liberté. »

Révoltées contre le premier ministre, qu'elles accusent d'avoir trahi l'Arménie en acceptant de restituer d'importants territoires à l'Azerbaïdjan à l'issue de la guerre, les quatre femmes ont accueilli comme une bénédiction l'irruption de l'armée dans la crise politique qui secoue le pays depuis quatre mois. Le 25 février, l'état-major a signé une lettre réclamant la démission de Nikol Pachinian. Jamais, jusqu'ici, l'armée ne s'était mêlée de politique en Arménie. Mais les déclarations du chef du gouvernement critiquant l'efficacité des missiles russes Iskander utilisés pendant la guerre, suivies du limogeage d'un général ayant raillé ces propos, ont eu raison de sa patience.

« Que le traître parte »

La crise couvait depuis des mois. Les généraux et le premier ministre se tiennent mutuellement responsables de la défaite. Dans l'armée, Nikol Pachinian est accusé d'avoir fait preuve d'incompétence dans le commandement lors des combats. Ce dernier accuse les militaires de ne pas l'avoir informé correctement pendant la guerre, ce qui expliquerait, selon lui, le décalage total entre ses discours triomphalistes et la réalité du terrain. [La suite est réservée aux abonnés].

2.Les Nouvelles d'Arménie

9 mars 2021

Inquiétude aux frontières nord-est de l'Arménie - Nouvelles d'Arménie en Ligne (armenews.com)

Inquiétude aux frontières nord-est de l'Arménie

Alors que la tension semble avoir baissé d'un cran à la frontière sud-est de l'Arménie, que la province méridionale du Zanguezour partage avec l'Azerbaïdjan depuis la défaite dans la dernière guerre du Karabagh, en novembre 2020, c'est la frontière nord-est du pays qui est l'objet désormais de toutes les inquiétudes. La visite inopinée de soldats russes de la force de paix dans cette province du Tavoush qui avait été visée en juillet 2020, par une violente offensive azérie qui s'est avérée être le prélude à la guerre que Bakou devait déclarer quelques semaines après, au Karabagh, a nourri un sentiment d'insécurité déjà palpable dans une région qui au cours des 26 dernières années, a été la cible de provocations répétées des Azéris. Le maire d'Azatamut, Artur Beginyan, a confié à l'agence de presse News-NEWS.am. qu'un détachement de soldats russes aurait traversé cette localité du Tavoush, mais il affirme ne pas connaître la nature de

leur mission. “On dit que des soldats de la paix russes sont allés à Noyemberyan, à bord de plusieurs pickup”, a précisé le responsable local, qui comprend d’autant moins la raison de leur présence dans la région qu’aucun processus de démarcation de la frontière avec l’Azerbaïdjan n’y aurait été annoncé. Peu avant, l’ex-premier ministre d’Arménie Hrant Bagratyan avait écrit que des « soldats de la paix » Azéris prenaient des relevés de mesures dans la localité frontalière d’Azatamut de la province de Tavoush. Ces informations confuses risquent de créer au nord-est de l’Arménie le même climat de psychose qu’au sud du pays où le processus de démarcation de la frontière entre l’Arménie et l’Azerbaïdjan, consécutif à la guerre, avait donné lieu à des incidents avec des soldats azéris. Les soldats russes, habilités en vertu de l’accord de cessez-le-feu arméno-russo-azéri du 9 novembre 2020, à veiller aussi sur cette frontière arméno-azérie qui retrouve le tracé datant de l’ère soviétique avaient dû parfois s’interposer, mais des points litigieux subsistent, certains terrains et routes passant sous contrôle azéri. Soucieux d’éviter qu’un climat d’insécurité s’installe aussi aux frontières nord-est du pays, le ministère arménien de la défense a tenu à réfuter les informations selon lesquelles on y constaterait un regain de tensions. Le ministère signale que différents réseaux sociaux et media ont fait état de tensions à la frontière, des tirs mais aussi d’une mobilisation massive des forces ennemies. Selon ces informations, il y aurait une “ accumulation d’équipements lourds turco-azéris sur les lignes de front d’Ijevan et de Shamshadin, l’état d’alerte a été déclaré dans le 3e corps d’armée du Tavoush, etc”. “De telles informations ne correspondent pas à la réalité”, a indiqué le ministère de la défense, en appelant fermement à éviter de propager une “désinformation manifeste”.

Dans le sud-est de l’Arménie, les tensions restent certes vives, dans l’attente d’une démarcation de la frontière avec l’Azerbaïdjan qu’a rendue nécessaire la rétrocession à Bakou des territoires situés entre l’Arménie et le Haut Karabagh. Mais face aux provocations constantes de l’Azerbaïdjan, dont le président Ilham Aliiev, déclarait encore que le Zanguézour était « un territoire historiquement azéri » en se félicitant de ce que la victoire de Bakou, scellée par l’accord du 9 novembre, permette d’y aménager un corridor reliant l’Azerbaïdjan au Nakhitchevan... et à la Turquie », la population de cette région montagneuse relève la tête et fait front. En partie rassurés par la présence de soldats russes veillant sur cette frontière très sensible, les Arméniens du Zanguézour ont fait savoir à l’Azerbaïdjan que cette terre est la leur et qu’ils entendent bien y rester. En témoigne ce drapeau arménien de 30 mètres qu’ils ont déployé sur le village de Shurnukh, à l’initiative du maire de Goris, le chef-lieu de la province, aux

portes du Haut Karabagh. Ce village, dont une partie s'est retrouvée rejetée du côté azéri de la frontière depuis la défaite dans la dernière guerre, a aussi célébré son identité arménienne à l'occasion de différentes manifestations culturelles et festives, au cours desquelles les communes de la province ont présenté leurs spécialités traditionnelles. "L'ennemi, qui se trouve à quelques mètres de Shurnukh, doit à tout moment sentir que nous sommes unis, nous et pas seulement les habitants de nos zones frontalières, et que nous continuerons à développer nos localités", ont déclaré les organisateurs de cet événement dans un communiqué.

3. Les Nouvelles d'Arménie

9 mars 2021

Nouvelles exclusions au sein de la FRA aux États-Unis – Nouvelles d'Arménie en Ligne (armenews.com)

Nouvelles exclusions au sein de la FRA aux États-Unis

Plusieurs membres de la FRA de la côte ouest des États-Unis, Avetik Izmirlian, Carmen Ohanian, Lévon Guiragossian et Garo Isbenjian, viennent d'être exclus de leur parti.

Le communiqué publié par leur parti le 8 mars

En ces jours difficiles pour notre patrie, la structure de l'Ouest des États-Unis de la grande famille de la Fédération Révolutionnaire Arménienne vit également une tourmente organisationnelle interne. Essentiellement motivé par les honneurs, un groupe de gens qui a assumé pendant de nombreuses années des responsabilités au sein du parti, certains de leurs partisans et d'autres personnes également égarées, ont incorrectement et arbitrairement interprétées et violées les règles d'organisation de la FRA, renié leur serment de « toujours rester fidèles au programme, à la charte et aux décisions de la FRA Dachnaktsutyun ».

Ce groupe a eu un comportement fondamentalement contraire à la discipline du parti. Entre autres mesures illégales, il a convoqué une « assemblée » illégale et « élu » une « direction » illégitime qui se présente sous le nom de « Comité central de la FRA d'Amérique occidentale », qui garde sous son contrôle le journal officiel du parti, « Asbarez », qui s'est emparé des biens mobiliers et immobiliers et des comptes bancaires appartenant au parti.

Le Bureau de la Fédération Révolutionnaire Arménienne a pris des mesures pour réinstaurer la discipline et la concorde dans la région. Conformément aux règles d'organisation de la FRA, des décisions d'ordre disciplinaire ont été arrêtées, dont la partie concernant les exclusions est publiée dans le journal « Droshak », organe

officiel de la FRA.

Il existe un Comité central légitime qui est le seul organisme régional légal et compétent pour agir au nom de la FRA dans la région occidentale des Etats-Unis. Le représentant du Comité central est le camarade Rosdom Ayntablian.

Ces phénomènes ne sont pas nouveaux au sein de la FRA en 130 ans d'histoire. Nous sommes convaincus que comme par le passé, le parti surmontera aujourd'hui cette crise et que sa région de l'ouest des EU retrouvera bientôt son rôle actif dans les activités patriotiques de la FRA et au service des Arméniens.

Le Bureau de la FRA

4. Les Nouvelles d'Arménie

9 mars 2021

Le congressman Franck Pallone a parlé à Biden des prisonniers arméniens - Nouvelles d'Arménie en Ligne (armenews.com)

Le congressman Franck Pallone a parlé à Biden des prisonniers arméniens

Le congressman américain Frank Pallone, a déclaré avoir personnellement parlé avec l'administration du président américain Joe Biden sur la question des prisonniers arméniens que l'Azerbaïdjan refuse de restituer après la guerre de l'Artsakh.

« L'Azerbaïdjan a commis de graves violations des droits de l'homme lors du conflit de l'année dernière. Ils continuent à détenir des centaines d'Arméniens en violation du droit international. J'ai personnellement parlé avec l'administration Biden pour régler immédiatement ces problèmes », a tweeté M. Pallone.

5. Les Nouvelles d'Arménie

9 mars 2021

Les États-Unis attendent un « État de droit » en Arménie - Nouvelles d'Arménie en Ligne (armenews.com)

Les États-Unis attendent un « État de droit » en Arménie

Le secrétaire d'État américain Antony Blinken a discuté avec le Premier ministre Nikol Pachinian du conflit du Haut-Karabakh et des développements politiques en Arménie lors d'un appel téléphonique qui s'est tenu vendredi soir.

« L'Arménie est un partenaire important et nous encourageons son développement démocratique », a tweeté Blinken à la suite de cette conversation.

« Le secrétaire a souligné l'importance du respect de l'état de droit et des

institutions démocratiques, et il a exprimé notre soutien continu au développement des processus et des institutions démocratiques en Arménie », a déclaré le porte-parole du département d'État américain, Ned Price, dans des commentaires écrits.

Selon le bureau de Pachinian, Blinken « a salué les réalisations de l'Arménie dans le domaine de la démocratie et a assuré que les États-Unis continueraient d'aider l'Arménie dans le processus de réformes en cours ».

« Les deux parties ont souligné la nécessité d'une coopération pour renforcer l'état de droit, lutter contre la corruption et faire progresser les réformes judiciaires et policières en Arménie », peut-on lire dans un communiqué de son bureau.

Les lectures officielles n'ont fait aucune mention explicite de la crise politique en cours, aggravée par les demandes de l'armée arménienne pour la démission de Pachinian. La semaine dernière, les hauts gradés de l'armée ont accusé le gouvernement de Pachinian de mettre le pays « au bord de la destruction » après la guerre de l'année dernière au Haut-Karabakh.

Le Département d'État a averti les forces armées arméniennes qu'il fallait qu'elles restent en dehors de la politique, mais n'a pas été jusqu'à parler de leurs revendications comme étant une tentative de coup d'État. « Nous exhortons toutes les parties à faire preuve de retenue et à éviter toute escalade ou toute action violente », a parlementé Price le 26 février.

Blinken et Pachinian ont également parlé de la situation actuelle au Karabakh.

« Nous saluons les efforts déployés pour parvenir à un règlement politique durable du conflit du Haut-Karabakh », a commenté Blinken.

Le Premier ministre arménien a été cité par son bureau comme soulignant « la nécessité pour l'Azerbaïdjan de renvoyer immédiatement les prisonniers de guerre arméniens, les otages et les autres personnes toujours détenues en captivité ».

« Dans ce contexte, la partie américaine a souligné l'importance des activités des coprésidents du groupe de Minsk et s'est dite prête à continuer de jouer son rôle dans la résolution du conflit », a expliqué le bureau.

Blinken s'était engagé en janvier à « redynamiser l'engagement des États-Unis pour trouver un règlement permanent du conflit du Haut-Karabakh qui protège la sécurité du Haut-Karabakh et aide à garantir qu'une autre guerre n'éclate pas ».

Joe Biden s'est plaint d'un manque d'un tel engagement pendant la guerre de six semaines au Karabakh qui a coïncidé avec la course à la présidentielle américaine.

6.Hetq

6 mars 2021

Journalist Tigrane Yégavian: “Armenia is undergoing a serious political crisis”

Hetq talks to French freelance journalist and Eastern Studies specialist

Tigrane Yégavian about recent political developments in Armenia.

Q - In recent months, after mutual criticism and insults, the Presidents of France and Turkey have held talks. What do you think has changed in the approaches of the leaders of the two countries? Isn't President Macron a “French disaster” for the Turkish president, as he described him months ago?

A - The recent insults and untimely statements made by the President of Turkey to President Macron have undoubtedly degraded bilateral relations, but not to the point of severing them. We have entered a period of long-term turmoil. Paris and Ankara have become strategic rivals in Libya, Greece, Cyprus, Lebanon and, to a lesser extent, Karabakh.

French-Turkish relations face turmoil in the long run. Some issues are still unresolved, particularly in Lebanon, where France and Turkey are in competition, and where their interests are at odds. Also, in the Aegean Sea, where France is arming and training the Greek air force. All these obstacles suggest that French-Turkish relations are far from calming down, even if we can see agreements in certain areas, in particular, “against terrorist organizations,” as Erdogan said.

When the President of Turkey resorts to this belligerent and un-diplomatic rhetoric, he also does so for internal political purposes.

France is extremely isolated when dealing with Turkey. It cannot count on the support of Germany, as well as NATO and other EU countries, to influence its decisions. On the other hand, Turkey will continue to do what it has known since the 19th century, playing on the divisions between Western countries, in order to eliminate the balance of power that was initially unfavorable to it.

Q - After the 44-day war in Artsakh, has France changed its attitude towards Armenia, considering the direct influence of Russia?

A - France, which was one of the main countries of the Minsk Group, has seen its role significantly decreased due to recent events.

Q - How would you describe the current domestic political situation in Armenia? What are the expectations of the French-Armenian community?

A - As there, the situation here is very confused. ARF supporters are in favor of Nikol Pashinyan's unconditional resignation. They accuse Pashinyan of being an amateur, of incompetence, populism and his inability to listen to criticism. On the

other hand, intellectuals who stand out with their French education are convinced that despite his mistakes, the Prime Minister is a symbol of democracy.

More seriously, is that both sides believe that there is no alternative and a third person who will be able to overcome the challenge of moving to a new regime is needed.

Obviously, Armenia is undergoing a serious political crisis, which is first of all a regime crisis. The 2015 Constitution is still in force. It does not correspond to a post-Soviet country like Armenia. Thus, we can not talk about a “velvet revolution” or a new regime, because it is still the same Constitution. I am convinced that Armenia’s salvation depends on an inclusive dialogue and Nikol Pashinyan’s resignation. Armenia’s problem is that we have not been able to build a state since 1991. Each president has built his own regime. When Nikol Pashinyan came to power, with the help of civil society, he also built his regime.

Q - After the ceasefire, you told us that the diaspora should reconsider its relations with Armenia, and that the talents of diaspora Armenians need to be used in Armenia. Is that connection noticeable? What should be done on a mutual basis?

A - What unites the Armenians of Artsakh, the diaspora and the Republic of Armenia is the inability of their elites to assume leadership, to have a sense of state and responsibility. This is a problem rooted in Armenian political thought, an inability to understand the real world. On the contrary, Armenians flee from it. In 1991, the Armenian state missed its opening with the diaspora, and the diaspora was unable to make concrete investments in Armenia. Armenia-diaspora relations are weak as they are too focused on humanitarianism, tourism and culture.

The new Armenia today must bring talented individuals from the diaspora who are able to realize a meaningful vision for both sides of the Armenian world. This requires a real revolution in thinking. One of the weaknesses of Armenians is the inability to serve another Armenian master (due to the lack of an independent state in Armenian history) and the inability to accept another. This intolerance is permanent. The Armenians of Artsakh do not support the Armenians of Yerevan, the latter do not support the Armenians of the diaspora, and vice versa. We are the exact opposite of Israel, which is a state built by the diaspora.

I think we should support initiatives like iGorts that aim to strengthen this new symmetrical and horizontal relationship. For Armenia, as an independent state, the future is with the diaspora. Unfortunately, the risk that we will become an autonomous region of Russia or repeat the fate of the Assyrian people is not out of

the realm of possibility.

7. Les Nouvelles d'Arménie

9 mars 2021

Levon Ter-Petrosyan salue le comportement retenu des militaires arméniens et (...) - Nouvelles d'Arménie en Ligne (armenews.com)

Levon Ter-Petrosyan salue le comportement retenu des militaires arméniens et critique les déclarations de certains politiques

Le premier président de l'Arménie, leader du Congrès national arménien, Levon Ter-Petrosyan a déclaré sur le site iLur.am qu'il comprenait parfaitement l'indignation du plus haut commandement et la position de l'armée.

« Je comprends parfaitement l'indignation du plus haut commandement de l'armée, la position de l'armée d'interférer dans des processus politiques au-delà de sa compétence, dont la raison n'était rien d'autre que la tentative imprudente du Premier ministre de blâmer l'armée pour sa défaite humiliante » a déclaré le premier président. :

Ter-Petrosyan a salué « le comportement retenu de l'armée en réponse aux appels et aux incitations de certaines forces à les pousser à des actions inconstitutionnelles ». Le dirigeant de l'ANC a estimé que ce comportement était une manifestation exemplaire de la mentalité étatique des dirigeants de l'armée, « un effort honnête pour empêcher le pays de subir des chocs destructeurs, ce qui mérite la sincère gratitude de toute notre nation ».

« Dans le même temps, je trouve extrêmement dangereux et répréhensible que les déclarations irresponsables de certains politiciens présentent le coup d'État militaire comme un moyen positif de guérir l'État, en citant des exemples réussis dans certains pays (Corée du Sud, Égypte). Bien sûr, il y a de tels exemples, mais il y a dix fois plus de cas où les coups d'État, devenant périodiques, ont littéralement conduit à la destruction de l'État et à la souffrance des peuples (Afghanistan, Soudan, Nicaragua, Haïti, République dominicaine, Libye, Somalie, Irak, Syrie, Liban, Nicaragua, etc.) » a déclaré Levon Ter-Petrosyan.

Le premier président de l'Arménie a souligné qu'il est du devoir de tous les Arméniens de se laisser guider exclusivement par cette conscience, de tout faire pour que l'Arménie ne remplisse pas la liste des États mentionnés.

Krikor Amirzayan

8. Les Nouvelles d'Arménie

9 mars 2021

La Turquie condamnée pour atteinte à la liberté d'expression d'un (...) - Nouvelles d'Arménie en Ligne (armenews.com)

La Turquie condamnée pour atteinte à la liberté d'expression d'un magistrat
Strasbourg, 9 mars 2021 (AFP) - La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a condamné mardi la Turquie pour la sanction infligée à un magistrat qui s'exprimait en tant que président d'une association professionnelle sur des sujets judiciaires, estimant qu'il effectuait son « devoir ».

Membre du parquet général à la Cour de Cassation, Omer Eminagaoglu avait fait l'objet en juin 2012 d'une sanction disciplinaire suite à des déclarations et des critiques concernant notamment des dispositions du code pénal et la politique judiciaire turque, expose la CEDH dans un communiqué.

Le Conseil supérieur des juges et des procureurs avait considéré qu'il avait, par ses déclarations, « porté atteinte à la dignité et à l'honneur de la profession », et l'avait muté à 150 kilomètres d'Ankara.

Tout en reconnaissant le « devoir de réserve inhérent à (la) fonction de magistrat », les juges de la CEDH ont estimé à l'unanimité que « l'enquête disciplinaire et la sanction » infligée à M. Eminagaoglu ont constitué une « ingérence dans le droit à la liberté d'expression de ce dernier ».

Ils soulignent que le magistrat sanctionné était président d'une association agissant pour la défense de « l'État de droit » et « des intérêts des membres du corps judiciaire ».

A cet égard, la CEDH rappelle que « lorsqu'une ONG appelle l'attention de l'opinion sur des sujets d'intérêt public, elle exerce un rôle de chien de garde public semblable par son importance à celui de la presse » et peut être qualifiée de « chien de garde social ».

Ainsi, M. Eminagaoglu « avait non seulement le droit mais encore le devoir, en tant que président de cette association légale, de formuler un avis sur les questions concernant le fonctionnement de la justice ».

Les juges de la CEDH estiment que les « implications politiques » des sujets abordés n'étaient pas suffisantes pour « empêcher » un magistrat de s'exprimer publiquement.

Au-delà des membres d'associations, « il appartient à chaque magistrat de promouvoir et de préserver l'indépendance du pouvoir judiciaire », écrivent-ils, « et il convient d'impliquer les juges lors de l'élaboration des dispositions législatives concernant leur statut et le fonctionnement de la justice ».

Ils nuancent néanmoins leur position en précisant que les restrictions posées aux déclarations sur des affaires judiciaires en cours sont « pertinentes » et invitent les magistrats à « s'abstenir de faire des déclarations politiques » sur des « grands problèmes de société », afin de ne pas « porter atteinte à leur image d'impartialité ».

N'ayant pas formulé de demande, le juge turc n'a pas obtenu de dommages et intérêts.

9. Les Nouvelles d'Arménie

9 mars 2021

Niko Skhermers l'ambassadeur des Pays-Bas en Arménie considère que tous les Arméniens détenus en Azerbaïdjan sont des prisonniers de guerre

Les Pays-Bas considèrent tous les Arméniens détenus Arméniens en Azerbaïdjan sont des prisonniers de guerre. L'ambassadeur des Pays-Bas en Arménie Niko Skhermers a déclaré cela lors d'une conversation avec l'agence de presse arménienne Armenpress.

« Tous les Arméniens détenus en Azerbaïdjan sont reconnus comme prisonniers de guerre par les Pays-Bas. Les Pays-Bas ont un très petit rôle à jouer dans le règlement du conflit du Haut-Karabagh. Nous investissons nos efforts à travers Bruxelles ou le groupe de Minsk de l'OSCE » a affirmé le diplomate Hollandais en poste à Erévan.

L'Ambassadeur des Pays-Bas en Arménie a exprimé l'espoir qu'une solution à long terme au conflit du Haut-Karabagh sera trouvée.

Rappelons que le président azéri Ilham Aliev refusant de respecter les engagements de la déclaration trilatérale du 9 novembre 2020 entre l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Russie a affirmé avoir remis à l'Arménie « tous les prisonniers de guerre ». Les autres étant considérés comme des « criminels » par Bakou qui ne respecte pas ses engagements et envenime la situation au Haut-Karabagh.

Krikor Amirzayan

10. Les Nouvelles d'Arménie

9 mars 2021

Avec le soutien des soldats de la paix russes, l'hôpital de Martakert a (...) - Nouvelles d'Arménie en Ligne (armenews.com)

Avec le soutien des soldats de la paix russes, l'hôpital de Martakert a repris ses activités et reçoit les patients

Les pompiers russes du Centre d'intervention humanitaire du contingent russe de maintien de la paix continuent de déminer l'Artsakh informe le ministère russe de la Défense qui indique que les militaires russes exercent une surveillance 24 heures sur 24 avec leurs 27 postes d'observations du cessez-le-feu. C'est aussi avec le soutien des forces russes chargées du maintien de la paix en Artsakh que l'hôpital de Martakert a commencé à refonctionner et accueillir ses patients, tandis que dans le réseau éducatif, des écoles ont ouvert leurs portes pour accueillir les élèves.

Depuis novembre 2020 date de leur déploiement en Artsakh les forces russes ont déminé 1 623 hectares de terres, 1 577 bâtiments.

Krikor Amirzayan

11. Les Nouvelles d'Arménie

9 mars 2021

Erévan va mettre fin au mandat de la représentante de l'UNICEF en Arménie pour « lacunes »

Dans une déclaration, Anna Naghdalyan la porte-parole du ministère arménien des affaires étrangères a évoqué la possibilité pour Erévan de mettre fin au mandat de la représentante de l'UNICEF en Arménie.

Anna Naghdalyan, a commenté la décision du gouvernement arménien qui envisageait de mettre fin au mandat de Marine Clark-Hattung la représentante de l'UNICEF en Arménie.

« Les lacunes de la représentante de l'UNICEF en Arménie Marine Clark-Hattung dans la mise en œuvre de son mandat - le style de travail non coopératif - étaient problématiques pour la partie arménienne, de sorte que le gouvernement arménien a décidé de licencier Clark-Hutting en tant que représentante de l'UNICEF dans la République d'Arménie. La décision a été portée à la connaissance du Coordonnateur résident des Nations Unies et des représentants de l'UNICEF » a déclaré Anna Naghdalyan.

L'UNICEF qui porte assistance aux enfants n'a pas vraiment fait parler d'elle lors de la guerre en Artsakh avec les milliers d'enfants Arméniens réfugiés de la guerre.

Krikor Amirzayan

12. European Armenian Federation for Justice and Democracy

8 mars 2021

EAFJD | EU Parliamentarians are asking the High Representative about concrete measures to return the Armenian captives.

EU Parliamentarians are asking the High Representative about concrete measures to return the Armenian captives.

Brussels, 8 March 2021 - On the initiative of the Member of the European Parliament (MEP) Costas Mavrides (S&D, Cyprus) 30 MEPs from all the main political groups addressed a priority written question to the EU High Representative/Vice President of the European Commission Josep Borrell. The MEPs are asking what concrete steps the EU has taken to achieve the return of the Armenian prisoners of war (POWs) and other captives, including civilians and women held by Azerbaijan. Azerbaijan continues to keep many hostage despite the trilateral ceasefire statement of 10.11.2020 (which stopped the war in Nagorno Karabakh/Artsakh) and the reached agreement, stipulating the return of all the captives and prisoners of war.

Furthermore, the MEPs are asking the EU High Representative what measures the EU has taken to prevent the abuse and instrumentalization of Armenian captives, PoWs for political purposes and ensure that the Red Cross can visit them. To conclude the parliamentarians are raising the question whether the EU has requested Azerbaijan to communicate the exact number of the captives and if yes, what number has been communicated.

Elaborating on the cross-party written question MEP Mavrides stated: "In the face of the crimes against humanity, we cannot remain silent. That is why together with my colleagues from different political parties and member-states, we call on the EU to step up and proceed with concrete actions to achieve the fulfilment of paragraph 8 of the reached agreement, particularly with the return of the Armenian captives, prisoners of war, including civilians and women, being held by Azerbaijan despite the agreement. Azerbaijan blatantly violates the international law and we need to be vocal on this purely humanitarian issue."

Commenting on the initiative of the MEPs, the EAFJD President Kaspar Karampetian said: "It is evident that violating the reached agreement Azerbaijan is abusing this humanitarian issue to elicit political gain and inflict more suffering." "We welcome this initiative of the MEPs led by Mr. Mavrides. It is high time that the EU executive branch and the leaders of the EU Member states act. Human rights and human dignity are more than words and cannot be a bargaining chip. As EU citizens we expect the EU to use every diplomatic, political leverage and to stop this intolerable abuse of human dignity by the

Azerbaijani authorities. It must be made clear that Azerbaijan has to respect its own commitment and immediately return all the Armenian captives,” Karampetian concluded.

European Armenian Federation for Justice and Democracy

Source : <https://www.eafjd.eu/wq-captives-mavrides.html>
